

PROGRAMME AGRICULTURE –
GESTION DES RESSOURCES NATURELLES
« *Wula Nafaa* »

PERSPECTIVES DE LA CHASSE AMODIEE
AU SENEGAL



Consultant: Papa Alassane Diop
Malcolm Marks

Soumis par:

International Resources Group (IRG)
1211 Connecticut Avenue, NW · Suite 700
Washington, DC 20036 · United States
Tel: 202/289-0100 · Fax: 202/289-7601
www.irgltd.com

Soumis à:

USAID
2 Avenue Abdoulaye Fadiga
Dakar, Sénégal

Septembre 2004



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



CI.USA

 Winrock International



International Resources Group

SOMMAIRE

1	Introduction.....	1
1.1	Premiers Remarques	1
1.2	Journées de Réflexion.....	2
1.2.1	Introduction.....	2
1.2.2	Membres.....	2
1.2.3	Objectif de la Réflexion.....	2
2	L'Analyse de la Chasse Amodiée	3
2.1	Principe de la Chasse Amodiée	3
2.2	Mécanisme de l'Amodiation	3
2.2.1	Forme, Composition et Applicabilité des Contrats d'Amodiation et les Cahiers de Charges.....	4
2.2.2	Fiscalité de la Chasse (Niveau et Redistribution des Recettes Officielles).....	9
2.2.3	Les Rôles et Responsabilités des Acteurs Clés	11
2.2.4	Nombre, Superficie et Localisation des ZA.....	13
3	Prochaines Étapes et Calendrier	16
3.1	Premières Remarques.....	16
3.2	Différents Types d'Activités	16
3.3	Contrats/Cahier de Charges	17
3.4	Fiscalité de la Chasse Amodiée.....	18
3.5	Rôles et Responsabilités des Acteurs Clés	19
3.6	Nombre, Superficie et Distribution dans l'Espace des ZA.....	19
3.7	Prochaines Étapes	20

PHOTOGRAPHE DE LA PREMIÈRE PAGE

L'équipe chargée de la réflexion sur les perspectives et possibilités pour la chasse amodiée au Sénégal

De gauche à droit :

- ◆ Le colonel Mamadou Baldé (conservateur des Iles des Madeleines, Direction des Parcs Nationaux, Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature),
- ◆ M. Bob Winterbottom (chef d'équipe, Wula Nafaa),
- ◆ Le colonel Abdoulaye Sy (chef de la Division pour la Gestion de la Faune, Direction des Eaux, Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols, MEPN), Président des séances.
- ◆ Le Commandant Papa Alassane Diop (adjoint au chef de la Division pour la Gestion de la Faune, Direction des Eaux, Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols, MEPN), co-responsable de l'organisation de l'atelier et co-auteur du rapport.
- ◆ Le Dr Malcolm Marks (Responsable des volets Politiques et de Suivi-Evaluation, Wula Nafaa), co-responsable de l'organisation de l'atelier et co-auteur du rapport.
- ◆ Le Commandant Baba Bâ (Inspecteur Régional des Eaux et Forêts de la Région de Kolda, Direction des Eaux, Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols, MEPN),
- ◆ Le Commandant Baidy Bâ (Coordinateur National, Wula Nafaa, Direction des Eaux, Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols, MEPN)

1 INTRODUCTION

1.1 Premiers Remarques

L'introduction du système actuel de la chasse amodiée au Sénégal remonte à la saison de chasse de 1988-1989 et, à l'heure actuelle, la chasse amodiée est dans son troisième cycle où les contrats d'amodiation prendront fin en 2005.

Soucieuse d'assurer la bonne démarche du système d'amodiation et le respect des contrats et cahiers de charges en vigueur, la Direction des Eaux, Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols (DEFCCS) a entrepris une évaluation interne des 66 zones amodiées actuellement existantes au pays. Cette évaluation a pu caractériser la qualité de l'amodiation en trois catégories allant de bien à insuffisant. Vu ces résultats, l'évaluation a émis, parmi ses recommandations et conclusions, le besoin aigu d'entreprendre une étude approfondie sur la pertinence du principe actuel de la chasse amodiée surtout à la lumière de la Loi portant sur la Décentralisation de 1996.

La DEFCCS a sollicité l'appui de l'USAID pour une telle étude et en conséquence une équipe a été recrutée à travers le Programme AG/GRN (*Wula Nafaa*), un programme financé par l'USAID. L'étude a été menée lors de l'année 2003 avec des termes de référence précis qui comportait les éléments suivants :

- ◆ Une évaluation du système de la chasse amodiée pour déterminer sa compatibilité avec les textes législatifs en vigueur,
- ◆ Une détermination de la fiabilité du système en ce qui concerne le contrôle des activités de l'amodiation,
- ◆ Des recommandations pour améliorer le système d'amodiation en ce qui concerne les deux premiers éléments pour rendre le système plus compatible avec les textes portant sur la décentralisation, et
- ◆ Des suggestions de types politiques et administratifs pour atteindre les recommandations identifiées.

Le rapport final¹ de l'étude a été livré à la DEFCCS et à WN et elle a été jugée suffisamment compréhensive pour servir de base de référence pour une exploitation plus pointue lors des deux journées de réflexion que le document actuel présentent.

¹ Fall, Wendy Wilson, Lundgren, Clark & McGahuey, Mike (juin 2003) Rapport sur l'Evaluation des Zones Amodiées (rapport final).

1.2 Journées de Réflexion

1.2.1 INTRODUCTION

La Division de la Gestion de la Faune (DGF de la DEFCCS) et WN ont organisé deux jours (du 1 au 2 septembre 2004) de travail et de réflexion sur le système actuel d'amodiation au Sénégal. La réflexion était surtout basée sur les quatre éléments soulignés dans les termes de référence des consultants et les discussions qui ont été menées lors des deux jours de réflexion ont pu servir de l'étude des consultants comme document de référence.

1.2.2 MEMBRES

Sept techniciens ont assisté aux discussions lors de deux journées de travail (voir la photo de la page de garde), à savoir : Col. Abdoulaye Sy (DGF, chef de division), Com. Papa Alassane Diop (DGF, adjoint), Col. Mamadou Baldé (DPN, Conservateur des Iles des Madeleines), Com. Baba Bâ (DEFCCS, IREF-Kolda), Com. Baïdy Bâ (DEFCCS/WN, Coordinateur National), M. Bob Winterbottom (WN, chef d'équipe) et Dr Malcolm Marks (WN, responsable politique et S-E).

1.2.3 OBJECTIF DE LA RÉFLEXION

L'objectif global de la réunion était d'utiliser le rapport des consultants comme document de référence et de développer les recommandations pour atteindre les objectifs spécifiques suivants :

- ◆ Définir le principe de base du système actuel de la chasse amodiée et décrire les différentes composantes qui constituent le mécanisme de l'amodiation afin de développer un bilan du système actuel avec ses points forts et faibles (section 2.1),
- ◆ Proposer un perspectif clair pour la pratique de l'amodiation en prenant en compte la Loi de la Décentralisation qui post-date le début du système actuel de l'amodiation au Sénégal (section 2.2),
- ◆ Analyser les opportunités/contraints majeurs, les solutions aux contraintes identifiés ainsi que les barrières majeures à surmonter pour parvenir au perspectif de la chasse qui a été tracé (ci-dessus). A noter que les barrières peuvent être de types politiques, écologiques, économiques et socioéconomiques, etc. (sections 2.2.1 – 2.2.4),
- ◆ Définir les activités majeures ainsi que les acteurs à impliquer dans la réduction des barrières identifiées et fournir une idée du temps nécessaire pour atténuer les barrières ainsi identifiées (tableau 1),
- ◆ Proposer les prochaines étapes avec une proposition du calendrier (section 3 et tableau 1).

2 L'ANALYSE DE LA CHASSE AMODIÉE

2.1 Principe de la Chasse Amodiée

« L'amodiation est une location par l'Etat du droit de chasse sur le terrain qui en est l'objet, au bénéfice d'un amodiataire en vue de la chasse guidée. Elle vise la pérennité du gibier et son exploitation rationnelle à des fins touristiques et sportives » (*Article premier du cahier de charges actuelles*).

Il est important à savoir qu'il est le droit de chasse qui est loué à un amodiateur – les terres ne sont pas louées à fin de la chasse. Depuis la rentrée en vigueur de la Loi portant sur la Décentralisation (1996) il est le Conseil Régional de la région concernée qui possède la compétence d'accorder le droit d'amodiation. Lors du processus de réflexion pour l'octroi d'une zone amodiée (ZA), les services techniques compétents (les IREF) fournissent du conseil à la région pendant que les communautés rurales où se trouvera la ZA en perspective, possèdent le droit d'avis.

La politique de la chasse amodiée se repose essentiellement sur un objectif fondamental qui est de garantir la pérennité des ressources naturelles (RN), surtout la faune, par une exploitation judicieuse et durable. Les activités d'amodiation sont prévues comme des activités de conservation de la faune, des écosystèmes/habitats et de la biodiversité en générale au niveau des zones concernées. Elle vise (Wilson Fall *et al*, 2003) de trouver un équilibre entre :

- ◆ Le besoin de sauvegarder la faune et surtout les espèces vulnérables par la préservation des écosystèmes, et
- ◆ La nécessité de satisfaire des besoins socioéconomiques des populations locales dans le cadre d'une gestion durable des ressources naturelles

Ces ambitions restent hautement pertinentes au moment actuel mais il est à rappeler que le cadre juridique a beaucoup évolué depuis que le système de la chasse amodiée a été introduit et il nous semble nécessaire donc de revoir le système de la chasse amodiée surtout pour assurer que l'amodiation répond à la fois des deux exigences élaborées ci-dessus et que le système respecte totalement le cadre juridique actuel, en place depuis 1996, qui n'est pas toujours le cas.

2.2 Mécanisme de l'Amodiation

Le système d'amodiation, comme a été mentionné ci-dessus, est un système assez complexe occupant un environnement législatif qui a beaucoup évolué depuis l'introduction de la chasse amodiée en 1988. L'analyse suivante montrera que la chasse amodiée au Sénégal comporte plusieurs points forts – qui sont à retenir/renforcer – ainsi que beaucoup de points faibles – qui devraient être progressivement rectifiés. Pour nous aider dans les processus de débats et de réflexions, nous nous sommes surtout servis de l'information fournie par le rapport de Wilson Fall *et al* (2003) ainsi que de l'expérience significative de

l'équipe de réflexion. A fin de pouvoir mieux ressortir les points forts et faibles, nous avons procédé à un découpage du système de la chasse en quatre composantes, à savoir :

- ◆ La forme, composition et applicabilité des contrats d'amodiation ainsi que leurs cahiers de charges (sous-section 2.2.1),
- ◆ La fiscalité de la chasse, surtout le niveau et redistribution des recettes officielles (sous-section 2.2.2),
- ◆ Les rôles et responsabilités des acteurs clés : CL – Conseils Régionaux et Communautés Rurales, Services Techniques – Service Régional des E+F/DGF, et les amodiateurs (sous-section 2.2.3),
- ◆ Nombre, superficie et localisation des ZA (sous-section 2.2.4),

Il sera évident que souvent les points faibles qui ressortent dans ces quatre sous-sections sont directement ou indirectement liés au niveau de capacité des différents acteurs et/ou la non-disponibilité des outils techniques associés au système d'amodiation au Sénégal.

2.2.1 FORME, COMPOSITION ET APPLICABILITE DES CONTRATS D'AMODIATION ET LES CAHIERS DE CHARGES

Les amodiateurs possèdent le droit de chasse dans leurs ZA et ce droit est fourni par un contrat d'amodiation avec les termes et conditions précisés par un cahier de charges de format et contenus standards. Le contrat d'amodiation, entre l'amodiateur et le Conseil Régional pour la région concernée, est d'une durée de sept ans renouvelable.

Le cahier de charges est présentement d'un format standard pour tous les ZA. Il comprend deux chapitres qui identifient les aspects suivants :

Chapitre 1 (**Objet**) : Qui décrit l'amodiation en termes spécifiques et les engagements des deux parties à l'amodiation suivant les textes et codes en vigueur,

Chapitre 2 (**Charges et Obligations**) : le chapitre liste les charges que l'amodiateur doit acquitter (voir la section 2.2.3 de notre document) et ses obligations en termes de la sauvegarde du couvert végétal et de la conservation des sols et de l'environnement. Ce deuxième inclut, par exemple, les activités de lutte contre les feux de brousse et le défrichement sauvage, ainsi que le soutien du reboisement, la mise en défens, la restauration du milieu, l'aménagement social et l'évaluation de la faune. L'amodiateur est censé employer de guides de chasse et pisteurs agréés par le MEPN pour les expéditions de chasse et pour jouer le rôle de gardes-forestiers dans la ZA. Le chapitre indique aussi les obligations du service forestier ainsi que l'intégration des chasseurs coutumiers dans une ZA.

Le cahier de charges précise certaines obligations écrites que chaque amodiateur doit remplir et livrer au service forestier, à savoir :

- ◆ Un plan de travail annuel (PTA) à livrer avant le démarrage de la saison de la chasse

- ◆ Des évaluations de la potentialité de la faune aux années 1, 3, 5 et 7 du contrat (voir articles 11f et 13) à développer avec le service forestier
- ◆ Un rapport chaque mois qui détaille :
 - Le nombre de chasseurs enregistrés
 - Le décompte des abattages effectués
 - Observations pertinentes sur l'état de la faune et de son habitat
- ◆ Un rapport de fin de la saison de chasse qui doit détailler les activités entreprises durant la saison écoulée

Comme pour les amodiateurs, le service forestier a aussi certains obligations écrites :

- ◆ Le contrat d'amodiation doit annuellement faire l'objet d'un rapport de suivi à développer par le service départemental des E+F et à soumettre à l'IREF et le Conseil Régional. Le rapport est à baser sur le PTA (voir les obligations de l'amodiateur)
- ◆ Une évaluation approfondie est prévue à la quatrième et à la dernière année du contrat. Elle est à effectuer par une équipe pluridisciplinaire.

Le cahier de charges précise aux amodiateurs que leurs contrats puissent être résiliés par les Services des E+F quand « une série de manquements graves à la législation » est constatée.

Points forts

1. L'Etat et l'amodiateur signent un contrat pour une durée de sept ans qui représente une période adéquate pour ce que les amodiateurs puissent planifier des actions à long terme et amortir leurs investissements qui sont normalement significatives²,
2. Le contrat/cahier de charges fournissent l'opportunité pour l'état de rescinder le contrat d'un amodiateur si les termes du dudit contrat n'ont pas été respectés,
3. Le cahier de charges actuel n'est pas idéal mais il fournit une base pour des modifications éventuelles,
4. Les amodiateurs connaissent bien le format actuel du Cahier de charges,
5. Un arrêté ministériel est publié chaque année pour fixer les modalités de l'exercice de la campagne cynégétique. Cet arrêté se sert comme la moyenne idéale pour mettre en œuvre certains renforcements des processus d'amodiation comme, par exemple, le besoin de développer un PTA suivant un modèle clair ou le développement des inventaires de la faune.

Malgré ces points forts, le cahier de charges – composante centrale du contrat d'amodiation – n'est pas adéquat pour le rôle il est censé jouer. Il est de première importance que le cahier soit radicalement révisé

² Wilson Fall et al (2003) parlent d'un niveau d'investissements allant de 60.000.000 à 120.000.000 CFA par ZA

avant que la prochaine série de contrats soit signée. Parmi les points faibles du contrat/cahier de charges nous pouvons signaler les suivants :

Points faibles

1. Dans les processus de décentralisation, la loi de 1996 a accordé la compétence aux conseils régionaux d'octroyer les ZA aux amodiateurs et a accordé aux communautés rurales le « droit d'avis » sur la décision. Cette utilisation de la loi peut amener à la situation où le droit d'avis n'est pas pris en compte par le Conseil Régional,
2. La loi de 1996 a accordé la compétence aux communautés rurales de gérer les ressources naturelles, y inclut la faune sauvage, de leurs terroirs or le système d'amodiation actuellement en vigueur semble enlever cette compétence (cause de non-conformité entre la loi sur la décentralisation et le système d'amodiation qui la pré-daté),
3. Pour le moment l'Etat n'a pas encore résilié un contrat d'un amodiateur jugé de ne pas avoir rempli correctement les termes de son contrat/cahier de charges,
4. Aucun système transparent d'appel n'existe actuellement pour les contrats résiliés,
5. Les cahiers de charges actuels sont identiques pour toutes les ZA du Sénégal et donc ne prennent pas en compte les réalités/diversités régionales,
6. Certains des amodiateurs ne respectent pas leurs obligations inscrites dans le cahier de charges,
7. Les engagements contractuels en ce qui concerne les activités de conservation, réhabilitation, protection et aménagement des habitats et de l'environnement en général ne sont pas quantifiés et donc il n'existe pas une base claire sur laquelle on peut s'asseoir un système adéquat de suivi de l'exécution des cahiers par les services compétents,
8. Aucune modèle de Plan de Travail Annuel (PTA) existe malgré le fait que le cahier de charges exige que les amodiateurs d'en développer un chaque année,
9. Les populations locales ne sont pas impliquées par la loi dans le développement des cahiers, le choix des amodiateurs, la quantification des aménagements à réaliser, etc.,
10. Aucun inventaire n'a été entrepris par un amodiateurs (en partenariat aux services de la DEFCCS) depuis le système actuel d'amodiation a été mis en place en 1988 – malgré le fait que les inventaires soient une obligation incontournable inscrite dans le cahier de charges et une condition *sine qua non* pour la gestion rationnelle du gibier dans les zones de chasse,
11. Il n'est pas tous les amodiateurs qui utilisent les guides de chasse et pisteurs agréments pour les expéditions de chasse et pour jouer le rôle de gardes-forestiers comme est prévu par le cahier de charges,
12. Il semble que les chasseurs coutumiers ne sont pas bien intégrés dans les ZA – une activité qui ressorte de la compétence des agents des E+F,

13. Les amodiateurs ne respectent pas toujours leurs obligations en ce qui concerne le développement des rapports périodiques,

Solutions aux points faibles

- 1a. Formations des élus au niveau communautaires des compétences allouées et leurs droits et pouvoir surtout en ce qui concerne la gestion locale des ressources naturelles,
- 1b. Renforcer la communication entre les différents niveaux des collectivités locales et surtout entre les conseils régionaux et les communautés rurales – pour assurer que le droit d’avis est bien pris en compte lors de la délibération – ainsi qu’entre les collectivités locales et les services compétents de l’Etat,
2. Assurer la conformité entre le système d’amodiation actuel et la Loi sur la Décentralisation. Plusieurs actions sont nécessaires : assurer que la révision (en cours) du Code de la Chasse est conforme aux textes et à l’esprit de la Loi sur la Décentralisation, aider les collectivités locales à utiliser la voix que la loi les à allouer, etc.,
3. Résilier les contrats des « mauvais » amodiateurs comme nécessaire. Il sera nécessaire aussi d’assurer que le cahier de charges qui forme partie intégrale des contrats d’amodiation soit plus clair, précis et respecté,
4. Mettre en place un système d’appel transparent et non-partisan pour les contrats à résilier,
5. Revoir le cahier de charges en formats régionaux qui prennent en compte les spécificités régionales,
6. Améliorer les cahiers de charges (type régional), assurer la compréhensibilité de ceux-ci, et mettre en place un système performant de suivi de l’exécution des conditions et obligations contenues dans les cahiers de charges. Procéder à la résiliation des contrats si nécessaire,
7. Quantifier les activités de conservation, etc. Cela doit se faire en partenariat avec les services compétents ainsi que les communautés rurales concernées et la quantification de ces activités doivent être inscrite dans le PTA (voir aussi le point 6 – ci-dessous),
8. Développer un modèle simple et clair d’un PTA pour utilisation par les amodiateurs,
9. Voir le point 1 (ci-dessus),
- 10a. Obligation de faire les inventaires comme précisés dans le cahier de charges,
- 10b. Adoption et la mise à la disposition des amodiataires, des E+F et des communautés d’une méthodologie d’inventaire simple et adéquat,
- 10c. Renforcer le besoin de développer un plan de tir pour chaque ZA (à inscrire dans le PTA – voir le point 8 – et après avoir entrepris un inventaire simple (voir le point 10)
11. Assurer que les opérateurs dans le secteur de l’amodiation sont des professionnels - obligation qu’au moins un employé soit agrémenté par le MEPN,

12. Formation des agents des E+F pour assurer qu'ils comprennent les textes associés aux droits coutumiers de la chasse,
13. Insister à ce que les amodiateurs fournissent les rapports contractuels en bonne et due forme et aux moments retenus.

Barrières aux solutions proposées

1. Manque de formation/capacité de certains élus et de difficultés de rassembler les élus, diverses barrières liées aux sensibilités politiques locales, manque de personnel et de formation au niveau des IREF – besoin de formation et/ou sensibilisation ciblée surtout aux élus,
2. Lenteurs/complexités des processus de révision et de passages des textes juridiques – besoin d'une personne spécialement pour suivre les processus,
3. Applicabilité de la résiliation : il faut démarrer le processus pour montrer que l'Etat est prêt à réagir ainsi – besoin de mettre en place un suivi adaptable des ZA ainsi qu'une revue transparente et juste des amodiateurs jugés non-performants,
4. Manque d'un processus d'appel et accord sur la composition du comité d'appel – besoin de développer un tel organe et de décider sur sa composition en concertation avec toutes les parties concernées,
5. Manque de directive nationale et d'un format régional – besoin d'appuyer un ou deux IREFs pour développer et proposer un modèle que les autres IREF puissent utiliser,
6. Manque d'un système clair de suivi-évaluation de la mise en œuvre des PTA et la gestion des ZA en général – besoin de formuler un système simple de S-E (à inclure la population locale),
7. Comment définir la quantité et types d'actions de conservation et de réhabilitation de l'environnement que les amodiateurs doivent mener ? – besoin d'un débat transparent lors d'un cadre de concertation avec tous les acteurs impliqués,
8. Manque d'un modèle simple d'un PTA – besoin de développer une proposition d'un PTA,
9. Traiter dans d'autres sections de ce rapport (voir par exemple la sous-section 2.2.3),
10. Manque d'inventaire sur lequel puisse reposer des plans de tir annuels – besoin aigu d'une méthodologie simple d'inventaire du gibier et insuffisances de moyens matériels et humains au niveau des IREF – besoin d'organiser les inventaires simples autour des logistiques disponibles (chasseurs volontaires, participation communautaires, projets/ONG et de recycler certaines des taxes/recettes de l'amodiation à fin d'appuyer les inventaires fauniques.
11. Manque de respect de certains amodiateurs de cet élément dans le cahier de charges – besoin que les services compétents suivent cet élément,
12. Manque de connaissance des agents forestiers en ce qui concerne les textes associés aux droits coutumiers de la chasse – besoin de la formation,

13. Manque de rigueur de certains amodiateurs et manque du suivi adéquat au niveau des IREF de certaines régions – besoin pour les IREF de faire connaître aux amodiateurs que ces éléments de contrôle et de suivi sont les obligations à remplir.

2.2.2 FISCALITE DE LA CHASSE (NIVEAU ET REDISTRIBUTION DES RECETTES OFFICIELLES)

La taxe d'amodiation annuelle est d'un montant de 35 CFA par hectare – un niveau qui a été établi au début du système d'amodiation en 1988. Etant donnée la superficie moyenne d'une ZA est de 60.000 ha, la taxe d'amodiation annuelle par ZA remonte à 2.100.000 CFA et avec 62 ZA, le total recueilli est d'autour de 130.000.000 CFA. La totalité de cette taxe est versée directement au trésorier central de l'Etat. En complément à la taxe d'amodiation est une licence annuelle d'exploitation d'un montant de 300.000 F par amodiateur (total de 18.600.000 CFA) – encore un niveau qui a resté le même depuis plusieurs années.

Chaque chasseur doit aussi s'acquitter d'un permis de chasse touristique, le coût qui varie suivant la durée du séjour et le type de chasse entreprise (petits gibier, gibier d'eau, grande chasse). Néanmoins, en comparaison avec les normes européennes, les permis sont très abordables et minimes pour un touriste. A ces permis il faut ajouter des timbres fiscaux. Comme pour les autres taxes, le prix des permis et des timbres fiscaux n'a pas été revalorisé depuis son introduction, malgré le fait que la Banque Centrale des Etats d'Afrique d'Ouest a dévalué le CFA par 50% en 1993.

Il est à savoir que la quasi-totalité des chasseurs-touristes achètent un paquet tout compris de chasse, d'hôtel et de voyage et donc toutes augmentations du niveau des taxes, permis et timbres fiscaux seront certainement répercutées sur les touristes.

A plusieurs reprises dans ce document nous avons noté que le système actuel de la chasse amodiée au Sénégal n'est pas conforme à l'esprit et les contenus de la Loi sur la Décentralisation. Un des éléments le plus frappant est le manque de retombées financières pour les communautés rurales où la chasse est pratiquée. Les CR où la chasse est pratiquée ne reçoivent aucunes bénéfices financiers ni à partir de charges réglementaires (permis, taxes, timbres fiscaux) ni à la suite des amendes dressées par les services compétents pour les contentieux commises dans les terroirs. Il est à dire que certaines des CR reçoivent un niveau significatif de retombées financières à partir de la présence d'une ZA dans leur terroir (par exemple, l'emploi des villageois, dépenses locales par l'amodiateur et ses chasseurs, ...) mais que ces retombées ne sont ni sûres ni garanties – et elles ne devront pas être considérées comme un substitue à la partage équitable des recettes officielles.

Points forts

1. La taxe d'amodiation est assez base qui offre la potentialité pour les amodiateurs de plus facilement s'assurer d'un bénéfice à partir de la chasse amodiée,
2. Le trésorier central en profite de manière significative de la situation actuelle (mais voir le premier point faible).

Points faibles

1. Depuis l'introduction des taxes et charges liées à l'amodiation, elles n'ont jamais été revalorisées – même pour prendre en compte ni la forte dévaluation qui a eu lieu dans la zone CFA en 1994 ni pour l'inflation annuelle qui a souffert le Sénégal,
2. Il existe une pléthore de différents permis et taxes imposés aux amodiateurs et à leurs clients par l'Etat du Sénégal – ces divers paiements sont complexes à gérer et pourraient être simplifiés (exemple, par une taxe globale) sans réduire le niveau de financement généré,
3. Les chasseurs-touristes ne paient qu'une partie de charges/taxes comparables imposées en Europe,
4. Toutes les taxes et les charges d'amodiation sont versées au trésorier central avec aucunes retombées financières à partir de ces taxes et charges prévues aux communautés rurales – un fait qui semble contraire à l'esprit de la Loi sur la Décentralisation – et qui n'incite pas les CR ainsi que les populations rurales d'entrer dans la conservation des ressources fauniques du pays,
5. Les retombées économiques communautaires ressortent plutôt de la largesse des amodiateurs, ce qui les rendent (les retombées) non-officielles et variables d'une année à l'autre,
6. Ce type de largesse peut servir à cacher les actes illégaux ou au détriment de l'environnement, de la population de gibiers ou de la biodiversité de la zone.

Solutions aux points faibles

1. Revaloriser les différentes taxes et charges par étapes durant la durée du prochain contrat d'amodiation (2006-2012) et prévoir d'atteindre la valeur réelle en CFA de 1988. Cela nécessitera d'au moins triplée la taxe lors des 8 prochaines années – une augmentation d'autour de 14% par année entre 2006 et 2012,
2. Revoir les différents permis, charges et taxes fiscales et remplacer avec un système simplifié,
3. Voir le coût comparable des permis, charges et timbres fiscaux en Europe – surtout en France – et faire hausser le prix au Sénégal à un niveau similaire (cette activité ainsi que celle de la première solution proposée vont en paire avec la proposition de redistribuer certaines des recettes aux communautés rurales qui sont hôtes à une ZA – point 4),
4. Revoir la distribution des taxes et charges pour assurer que les CR sont compensées pour les activités de chasse sur leurs terroirs,
5. Officialiser les retombées au niveau des PTA,
6. Augmenter le niveau de prise de connaissance des CR / populations locales.

Barrières aux solutions proposées

1. Opposition des amodiateurs – besoin d’assurer d’une concertation étroite avec les représentants des amodiateurs (par exemple, lors du Conseil Supérieur de la Chasse),
2. Acceptation par les autorités fiscales du pays – besoin d’un fort système de plaidoyer,
3. Idem barrière 1,
4. Idem barrière 2 et manque d’organisation au niveau des CR pour plaidoyer suffisamment bien au niveau du gouvernement central et difficulté de changer le statut-quo, la lenteur des processus d’administration – besoin d’un processus de plaidoyer efficace à développer par les CR concernées (à travers le CNCR ou l’ANCR ?),
5. Déjà traitée (voir les sous-sections 2.2.1 en ce qui concernent les PTA),
6. Manque d’instruments et personnels pour le renforcement de capacité au niveau communautaire.

2.2.3 LES ROLES ET RESPONSABILITES DES ACTEURS CLES

Le système actuel de la chasse amodiée donne surtout de l’importance à trois catégories d’acteurs :

- ◆ Les amodiateurs (ou entrepreneurs) qui doivent respecter leurs cahiers de charges qui forment la composante technique de leurs contrats d’amodiation,
- ◆ Les Conseils Régionaux (ou loueurs) qui autorisent l’implantation des ZA dans leurs régions,
- ◆ Les services techniques de l’état (ou conseiller/contrôleurs), surtout les IREF et la DGF au niveau central de la DEFCCS.

Par contre, le système donne une importance relativement négligeable aux communautés rurales qui sont, en réalité (avec le passage en loi des différents textes sur la décentralisation), les gestionnaires des ressources fauniques qui sont prélevées par les activités d’amodiation. Ce paradoxe a été déjà mentionné dans au niveau des sous-sections 2.1, 2.2.1 (points faibles 2 et 9) et 2.2.2 (point faible 4).

Points forts

1. Les rôles des trois catégories sont bien explicités par les cahiers de charges et par les textes qui régissent cette activité (Code de la Chasse/Loi sur la Décentralisation).

Points faibles

1. En première place parmi les points faibles est le fait que les rôles actuels, alloués et adoptés par les communautés rurales en ce qui concerne la chasse amodiée, ne sont ni conformes à l’esprit ni aux textes de la Loi sur la Décentralisation,

2. De continuer ce point, certains des Conseils Régionaux n'accordent pas assez d'attention aux avis des CR en ce qui concerne la location des droits de chasse et la sélection des amodiateurs qui exercent la chasse dans les terroirs communautaires,
3. Il existe de grandes variations entre le niveau de respect que les amodiateurs donnent à leurs cahiers de charges,
4. Ceci montre que le système de suivi de la mise en œuvre des termes des cahiers de charges et l'implémentation des activités de développement n'est pas assez rigoureux,
5. Souvent les CR ne sont pas assez bien impliquées dans les actions de planification visant la conservation / réhabilitations des habitats au niveau de leurs propres terroirs,
6. Les services régionaux des E+F manquent du personnel (en nombre et en formation) ainsi que du matériel et des logistiques nécessaires pour entreprendre correctement les tâches techniques (contrôle, suivi-évaluation, conseil, ...) qui les ont été allouées,
7. Les données pluriannuelles de la chasse venant des différentes ZA peuvent servir de référence et d'indicateur de tendance pour calculer les quotas annuels de la chasse. Malheureusement ces données ne sont pas stockées dans un format adéquat et disponible,
8. Mal-connaissance du partage des rôles entre les conseils régionaux et les communautés rurales en ce qui concerne l'allocation des ZA.

Solutions aux points faibles

1. Rendre le pouvoir et le droit décisionnel des CR conformes à la Loi sur la Décentralisation, ce qui nécessitera une évolution dans les processus d'amodiation pour laisser les CR jouent les rôles prévus,
2. Idem et renforcer la capacité des élus des communautés rurales pour assurer qu'ils fournissent un avis basé sur de bonnes argumentations,
3. Comme illustré dans l'analyse des cahiers de charges (sous-section 2.2.4), ces derniers ne sont pas assez clairs et explicites. Donc la première action est de reformuler les cahiers en formats régionaux,
4. Renforcer et rendre plus transparents le processus de suivi des cahiers de charges par un triumvirat composé de représentants de la communauté, du service technique régional et l'amodiateurs, et utiliser le prochaine arrêté annuelle pour définir le processus de suivi, les sanctions pour non-respect ainsi que le processus d'appel,
5. Insister sur le développement d'un PTA précis et au moment voulu qui impliquera les amodiateurs et les communautés, conseillés par le service technique régional,
6. Formation et recyclage des agents des services régionaux des E+F dans les éléments essentiels du dossier de la chasse amodiée : contrôle de la mise en œuvre des PTA, suivi-évaluation, développement des inventaires du gibier, etc.,

7. Travailler avec les services pertinents au niveau de la DEFCCS ou les BIC dans les régions pour développer les bases de données (pour la saisie et le stockage) ainsi que les tableaux de bords pour la sortie,
8. Renforcer les capacités au niveau régional et communautaire.

Barrières aux solutions proposées

1. Le système actuel est en vigueur depuis longtemps et il sera difficile de remettre en cause des différents droits et responsabilités – besoin de mettre en place un processus de concertation pour clairement définir et partager les différents droits et pouvoir, surtout pour confirmer la place primordiale des communautés rurales en ce qui concerne la chasse amodiée,
2. Manque des outils pédagogiques et formateurs pour la formation vue comme nécessaire – besoin de développer les outils et de faire la formation,
3. Opposition de certains amodiateurs des changements des cahiers de charges à être proposés ; manque de format régional des cahiers de charges ; manque d'un modèle de PTA à présenter comme « guide » aux amodiateurs (comme déjà constaté) – besoin d'inscrire ces changements dans l'arrêté de la saison 2004/2005 pour mettre en œuvre pour la saison 2005/2006,
4. Manque de système simple de S-E de la mise en œuvre et des impacts du PTA pour utilisation par le triumvirat proposé – besoin de développer un système simple et de fournir une formation adaptée pour son utilisation,
5. Voir la barrière 8 de la sous-section 2.2.1),
6. Manque de formateurs / cours de formation – besoin de développer les outils et de fournir la formation,
7. Manque de conseil technique
8. Manque de capacité surtout au niveau des CR.

2.2.4 NOMBRE, SUPERFICIE ET LOCALISATION DES ZA

Il existe actuellement 62 ZA au Sénégal réparties dans les régions de Kolda, Tambacounda, Fatick et Saint-Louis avec une superficie moyenne d'autour de 60.000 ha. Néanmoins, certaines zones sont significativement plus étendues car dans la passée, l'octroi des ZA a été fait sans trop de précision des limites ou de mesure de la superficie concernée. Il semble qu'au jour actuel tous amodiateurs payent les taxes d'amodiation sur la base de 60.000 ha forfaitaires.

La qualité de la chasse et le niveau de biodiversité du gibier diffèrent de manière hautement significative entre une ZA et une autre. Par exemple, quelques zones partagent certaines de leurs limites avec les zones protégées ou les parcs nationaux (ex. PNNK ou de Djoudj) et d'autres zones se trouvent dans la ZIC (zone d'intérêt cynégétique), la seule région du Sénégal où il est resté encore quelques poches d'espèces dites de la « grande chasse ».

Points forts

1. La chasse amodiée n'est réservée que pour les zones de haute potentialité faunique,
2. La superficie des ZA est suffisamment large pour permettre l'amodiateur de partager sa zone en sous-zones destinées à la chasse ou pour servir de zones de refuge ou de reproduction.

Points faibles

1. Diminution des populations des différentes espèces de gibiers, liée à la dégradation aiguë des habitats naturels, au niveau élevé de braconnage et de destruction d'habitats (dans certaines zones) et des impacts néfastes de la dégradation du climat,
2. Les amodiateurs ne sont pas tenus de mettre en place ni des zones protégées ni des zones de rotation de réserve/chasse à l'intérieure de leurs ZA pour fournir les endroits de refuge et de reproduction de la faune et gibier,
3. Il n'est que récemment que les ZA ont été cartographiées, leurs limites bien définies et leurs superficies réelles calculées. Il semble que plusieurs des ZA dépassent, des fois largement, les 60.000 ha, au profit des amodiateurs – donc l'Etat a perdu, depuis plusieurs années, un niveau significatif de taxe d'amodiation,
4. L'existence de plusieurs ZA qui partagent leurs limites avec ZA voisines montre un manque de soins par les autorités dans l'octroi des ZA car la faune est incapable de bénéficier de zones de refuge ou pour les reconstituer leurs populations lors de la saison de la chasse,
5. Le fait que certaines ZA partagent leurs limites communes avec les parcs nationaux (surtout PNNK et Djodj) est à revoir. Il sera mieux de délimiter une zone tampon claire et de ne pas permettre la chasse dans ces zones à fin de permettre les populations de la faune d'augmenter. Mais si la situation actuelle reste en place où la chasse est permise, il est jugé nécessaire de proposer une révision du niveau de taxe amodiation à payer.

Solutions aux points faibles

1. Assurer que la potentialité de la chasse pour chaque espèce de gibiers est connue et servir de cette connaissance pour développer des « plans de tir » au niveau des PTA (voir cahier de charges). Les problèmes liés au climat sont hors de la portée de ce rapport mais l'utilisation judicieuse des méthodes classiques de protection de l'habitat (comme la mise en défens, la lutte contre les feux de brousse, les zones intégralement protégées, la lutte contre le braconnage, etc.) pourraient avoir des impacts hautement positifs sur la reconstitution de l'habitat et ses populations fauniques,
2. Demander que les PTA incluent des actions quantifiées (et à vérifier) qui visent la reconstitution des populations de gibiers,

3. Calculer correctement la superficie de chaque ZA et offrir à l'amodiateur le choix entre le paiement du montant correct de taxe pour la superficie utilisée ou de réduire, de re-délimiter et de re-cartographier sa ZA à l'intérieur de la ZA existante,
4. Mettre en place des zones tampons entre deux ZA voisines. Compenser les amodiateurs ainsi effectués par la diminution de leurs taxes d'amodiation (comme la superficie des deux zones sera réduite),
5. Revoir plus profondément la situation où certaines des ZA partagent leurs limites avec un parc national ou un autre type de réserve de la faune. Le problème est trop complexe d'être traité ici.

Barrières aux solutions proposées

1. Manque d'une méthode simple d'inventaire de la faune ainsi qu'un modèle standard d'un PTA pour guider les amodiateurs dans leur développement – besoin de la formation et d'un appui technique,
2. Aucune méthode claire pour déterminer et quantifier les actions que les amodiateurs doivent planifier et mettre en œuvre – besoin de plus de réflexion et une base de calcul : Nombre annuel de chasseurs, pourcentage de bénéfice net ou chiffre d'affaire ? Aussi un vrai besoin d'impliquer les communautés rurales dans la planification, la mise en œuvre et suivi de cette décision,
3. A convaincre les amodiateurs concernés car certains verront des changements radicaux dans la taille de leurs ZA ou le niveau de taxe d'amodiation qu'ils soient obligés de verser,
4. Problèmes logistiques au niveau pour la DEFCCS au niveau du terrain,
5. Besoin de mettre en place une commission pour amener à une décision pesée et juste.

3 PROCHAINES ÉTAPES ET CALENDRIER

3.1 Premières Remarques

Dans le chapitre 2 ont été analysées les quatre composantes de base du système de la chasse amodiée au Sénégal, à savoir : le contrat d'amodiation et son cahier de charges, la fiscalité de la chasse ainsi que la distribution des recettes officielles, les rôles et responsabilités des acteurs clés (collectivités locales, services régional des E+F et les amodiateurs) et les nombre, superficie et distribution des ZA dans l'espace.

Cette analyse, qui a fortement appuyé sur le document de Wilson Fall *et al* (2003) et les discussions lors des deux journées de réflexion, nous a permis de faire ressortir les points forts du système actuel ainsi que les différents points faibles. Ces derniers ont été étudiés et discutés lors de la réflexion, les solutions à chacun proposés, les barrières de divers types qui peuvent jouer contre les solutions ont été énoncées et les actions clés pour réduire les barrières déterminées. En dernière place, les acteurs à impliquer dans l'atténuation de ces barrières ont été identifiés et le temps nécessaire pour atténuer les barrières a été estimé. Toute cette information est résumée dans le tableau 1.

La section 3.2 présente les quatre différentes catégories d'activités que nous considérons comme la base de toutes futures actions pour soutenir le système de la chasse amodiée au Sénégal. Ensuite les sections 3.3 – 3.6 prennent la différente information éparpillée dans la section 2 et le tableau 1 et les organiser d'abord suivant les quatre grandes lignes développer dans le premier paragraphe et ensuite suivant le temps considéré nécessaire pour entreprendre les différentes activités à entreprendre. Dans la section 3.7 sont présentées les prochaines étapes.

Il est à noter que toute intervention sur le terrain (ex. formation, cadres de concertation régionaux, activités techniques) du programme Wula Nafaa sera limitée par son mandate aux régions de Kolda et de Tambacounda.

3.2 Différents Types d'Activités

En général nous prévoyons quatre grandes catégories d'activités à entreprendre dans nos actions qui visent à trouver les solutions et à atténuer les barrières qui pèsent sur l'efficacité du système d'amodiation actuel. Ces types d'activités sont les suivantes :

- ◆ Développement des outils techniques pour soutenir l'efficacité du système d'amodiation (ex. un modèle de PTA, une méthode simple d'inventorier la faune, un système efficace de suivi-évaluation, des cahiers de charges de formats régionaux, l'utilisation des techniques courantes pour cartographier les superficies et limites des ZA, etc.),

- ◆ Développement des outils de formation et offrir les cours de formation pour augmenter la capacité, connaissance, prise de décision et capacité de plaider des différents acteurs liés à la chasse amodiée (ex. élus, agents forestiers, population locale, amodiateurs),
- ◆ Mise en place des structures d'appui à la chasse amodiée, par exemple un cadre de concertation pour discuter les décisions requises (augmentation des taxes/charges, quantification des activités de protection de l'environnement au niveau des ZA, etc.), comité non-partisan pour décider sur la résiliation des contrats / comité d'appel,
- ◆ Lobby de plaider pour une distribution équitable des taxes et autres recettes officielles de la chasse amodiée.

3.3 Contrats/Cahier de Charges

Les cahiers de charges forment la partie technique et juridique du contrat d'amodiation entre le gouvernement et l'amodiateur et ils ont besoin d'être révisés, certains éléments renforcés et sa mise en œuvre mieux suivie pour assurer que toutes parties prenantes (CL, services forestiers, amodiateurs) connaissent les rôles et responsabilités qui les ont été alloués.

Parmi les éléments qui devraient être revus nous voudrions insister sur les suivants (période nécessaire pour le travail de révision est indiquée et les acteurs principaux sont définis en parenthèses) :

Court-terme (dans les trois mois qui suivent l'adoption de ce rapport)

- ◆ Développer des cahiers de charges de type régional pour deux régions pilotes (DGF, WN et IREF des régions concernées),
- ◆ Développer un modèle de PTA à partager avec les IREF/Amodiateurs (DGF et WN),
- ◆ Développer un modèle d'un rapport annuel à partager avec les IREF/Amodiateurs (DGF et WN),
- ◆ Développer une méthode simple et participative pour inventorier certaines espèces de gibiers (DGF et WN),
- ◆ Démarrer les Cadres de Concertation de la chasse amodiée pour discuter les différents éléments soulevés dans ce document et surtout dans la section 3.2 (DGF, WN et acteurs de la chasse),
- ◆ Développer et confirmer (dans le cadre de concertation) les termes de référence pour les futurs comités de résiliation de contrats et d'appel à la résiliation (DGF et WN),
- ◆ Mise en place d'un système de suivi-évaluation de la mise en œuvre des PTA (IREF et WN),
- ◆ Demander les amodiateurs de faire agréer leurs employés (amodiateurs, MEPN et IREF).

Moyen-terme (dans les 12 mois qui suivent l'adoption de ce rapport)

- ◆ Développer les outils de formation qui visent à augmenter la capacité des élus et la population impliquée, surtout au niveau communautaire, en ce qui concerne les droits et responsabilités alloués par la Loi sur la Décentralisation (DGF, WN et autres projets de développement),
- ◆ Démarrer / renforcer les cours de formation³ sur les droits et responsabilités principalement destinés aux élus communautaires mais aussi à offrir aux agents forestiers (DGF, WN et autres projets de développement),
- ◆ Planifier la prochaine série d'évaluation des amodiateurs dans les différentes zones et mettre en place les comités de résiliation de contrats et d'appels à la résiliation (DGF/IREF, WN),
- ◆ Démarrer les processus de résiliation de contrats d'amodiation où jugé nécessaire (MEPN et DEFCCS),
- ◆ Démarrer les processus d'appel à la résiliation de contrats d'amodiation (MEPN et DEFCCS),
- ◆ Lors d'un cadre de concertation, définir la méthode à mettre en place pour quantifier les obligations de chaque amodiateur au niveau d'activités de conservation, réhabilitation, etc. (Tous les acteurs),
- ◆ Appuyer les CR à développer les moyens de communication améliorés avec les conseils régionaux (DGF, WN et autres projets de développement),
- ◆ Formation au niveau de deux ZA à la méthode choisie inventorier la faune avec agents forestiers, amodiateurs, chasseurs, population locales et d'autres volontaires (DGF et WN),
- ◆ Augmenter le nombre de cours de formation (février 2005 – IREF et WN),
- ◆ Utiliser l'arrêté de 2005 pour notifier les amodiateurs de tous changements dans les termes et conditions des cahiers de charges ainsi que le système de S-E à introduire (DGF).

Long-terme (au moins 12 mois après l'adoption de ce rapport)

- ◆ Développer les arguments pour soutenir une demande officielle pour la redistribution équitable des taxes et d'autres recettes issues de la chasse amodiée (CL et WN/projet de développement),
- ◆ Parallèlement, aider les activités de plaidoyer des acteurs régionaux et communautaires (CL et WN/projet de développement).

3.4 Fiscalité de la Chasse Amodiée

L'analyse a fait ressorti deux points considérés d'être hautement importants : la distribution des taxes et des charges venant de la chasse amodiée et le niveau de ces taxes et charges.

³ Wula Nafaa a déjà commencé d'offrir les cours de formation dans la Région de Tamba et divers autres projets, comme DGL-Felo, ont été très actifs dans le même domaine.

Nous considérons que les éléments suivants sont parmi les plus importants à traiter :

Moyen-terme (dans les 12 mois qui suivent l'adoption de ce rapport)

- ◆ Commencer le processus de revalorisation des taxes et charges liées à l'amodiation – à démarrer lors d'un cadre de concertation (DGF et WN),
- ◆ Au niveau des PTA faire quantifier les activités de conservation, réhabilitation, etc. qui ressortent de chaque amodiateur (DGF, WN et IREF des régions concernées),

Long-terme (au moins 12 mois après l'adoption de ce rapport)

- ◆ Développer les arguments pour soutenir une demande officielle pour la redistribution équitable des taxes et d'autres recettes issues de la chasse amodiée et pour les faire revaloriser,
- ◆ Parallèlement, aider les activités de plaidoyer des acteurs régionaux et communautaires pour faire changer le système de taxation des ZA, faire revaloriser les taxes et simplifier le système de taxation.

3.5 Rôles et Responsabilités des Acteurs Clés

En général nous avons constaté trois faits importants, d'abord que les membres des CL manque souvent de connaissance sur les compétences qui les ont été allouées, ensuite que certains amodiateurs ne respectent pas assez les termes de leurs cahiers de charge, et finalement que les services forestiers régionaux ont besoins d'un certain recyclage dans les textes et qu'ils disposent d'une insuffisance de personnel et de moyens.

Pour commencer de rectifier cette situation nous considérons que les éléments suivants sont parmi les plus importants à traiter :

Court-terme (dans les trois mois qui suivent l'adoption de ce rapport)

- ◆ Renforcer le cadre de concertation entre CL – démarrer au niveau de Tamba – pour renforcer la communication sur la chasse amodiée (CL, DGF/IREF et WN),
- ◆ Assister à renforcer les activités de S-E dans les ZA (IREF, amodiateurs et WN),
- ◆ Renforcer l'importance des PTA DGF, IREF, WN),
- ◆ Meilleure utilisation des données venantes des rapports annuels des amodiateurs (DEFCCS, DGF, IREF et WN).

3.6 Nombre, Superficie et Distribution dans l'Espace des ZA

Les observations générales sont qu'il existe trop de ZA, que les zones ne devraient pas partager les limites et que les ZA ne devraient pas être trop proches d'un parc national ou d'autre réserve de faune.

Les activités qui visent à redresser cette situation sont les suivantes :

Court-terme (dans les trois mois qui suivent l'adoption de ce rapport)

- ◆ Assurer que le PTA modèle comporte une section pour la reconstitution des populations de gibiers (DGF/IREF et WN),
- ◆ Au niveau des cadres de concertation, commencer de discuter la révision des limites des ZA qui juxtaposent avec d'autres ZA ou avec un parc national.

Moyen-terme (dans les 12 mois qui suivent l'adoption de ce rapport)

- ◆ Aider les amodiateurs à développer des plans de tir à insérer dans les PTA. Le plan de tir nécessite le développement des inventaires de gibiers (DGF/IREF et WN),
- ◆ Développer des cours de formation sur « le tas » et former les employés d'amodiation et la population locale dans les activités de protection de l'environnement comme par exemple, la lutte contre le braconnage et contre les feux de brousse (IREF et WN),
- ◆ Assurer la mise à jour de la cartographie, les limites et le mesure de la superficies de toutes les ZA (IREF et WN). Assurer la mise à jour de la cartographie, les limites et le mesure de la superficies de toutes les ZA (IREF et WN).
- ◆ Commencer le processus de révision des limites des ZA impliquées (point 2 court-terme).

3.7 Prochaines Étapes

Il est essentiel de faire ratifier le document actuel et ensuite de démarrer les cadres de concertation proposés ainsi que le développement des différents outils mentionnés. Wula Nafaa sera le premier partenaire d'appui à la DGF et les IREF (de Tamba et de Kolda). Une brève présentation de ce document au prochain Conseil Supérieur de la Chasse est proposé.

Tableau 1 : Éléments sommaires des perspectives pour la chasse amodiée au Sénégal

Acronymes utilisés dans le tableau : AN : Association Nationale (des PCR), CA : Chasse Amodiée, CdeC : Cahier de Charges, CL : Collectivité(s) Locale(s), CSC : Conseil Supérieur de la Chasse, CR : Communauté(s) Rurale(s), DEFCCS : Direction des Eaux, Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols, DGF : Division de Gestion de la Faune, GPS : Système de Positionnement Global, GGRN : Gestion des Ressources Naturelles, IREF : Inspectorat Régional des E+F, MEF : Ministère de l'Economie et de Finance, MEPN : Ministère de l'Environnement et de Protection de la Nature, PCR : Président(s) de Communauté(s) Rurale(s), SIG : Système d'Information Géographique, WN : Wula Nafaa, ZA : Zone(s) Amodiée(s).

Périodes de temps utilisés : courte-terme (1 – 3 mois), moyen-terme : (3 – 12 mois), long-terme (> 12 mois)

Point d'intérêt	Constats (points faibles)	Solutions potentielles	Barrières aux solutions	Action(s) principale(s)	Acteurs Principaux	Période nécessaire
Contrat d'amodiation et cahier de charges	* Non-prise en compte de l'avis des CR dans les prises de décisions (voir aussi « rôles et responsabilités des acteurs clés)	a. Formation des élus CL dans les compétences allouées pour la GRN b. Renforcer la communication entre les différents CL pour mieux assurer la prise en compte du droit d'avis les CR	1. Manque de formateurs / cours de formation pour les élus 2. Insuffisance de dialogue dans et entre CR et conseils régionaux	Développer les outils de formation et offrir progressivement les cours Formation en bonne gouvernance / mise en place des cadres de concertation	Programmes de développement (types DGL-Felo) ex : WN	Moyen-terme
	* CR comme gestionnaires de la faune dans leur territoire ne reçoivent pas un paiement quelconque pour le gibier récolté sur leurs terroirs	Revoir la distribution des retombées économiques officielles pour assurer la conformité entre la distribution et la loi sur la décentralisation	3. Lenteurs/complexité des processus de révision et de passage des textes juridique	Développer les arguments pour soutenir la révision Plaidoyer pour les CR au niveau central / assemblée nationale	MEF, DEFCCS, AN des PCR AN des PCR	Long-terme
	* Aucun contrat d'amodiation n'a été rescindé pour non-respect du contrat	Résilier les contrats des amodiateurs jugés de n'avoir pas rempli correctement leurs contrats / cahiers de charges	4. Manque de système adéquat de S&E et mise en application des décisions 5. Applicabilité de la résiliation	Développer et mettre en œuvre un système transparent Mettre en place un comité de résiliation	MEPN, DEFCCS, WN, CL, amodiateurs	Moyen-terme
	* Inexistence d'un système d'appel à la résiliation	Mettre en place un système d'appel transparent	6. Manque d'un tel système	Mettre en place un comité d'appel	Basé sur le CSC ?	Moyen-terme
	* Les CdeC sont identiques et donc ne prennent pas en compte des variations régionales	Revoir les CdeC en format régional	7. Manque de directif national 8. Manque du modèle régional	Envoyer une note de service à ce titre Développer un exemple régional	DGF/DEFCCS DGF, IREF, WN (ex: Tamba et Kolda)	Court-terme

Point d'intérêt	Constats (points faibles)	Solutions potentielles	Barrières aux solutions	Action(s) principale(s)	Acteurs Principaux	Période nécessaire
Cont. Contrat d'amodiation et cahier de charges	* Certains des amodiateurs ne respectent pas leurs obligations inscrites dans les CdeC	a. Mettre en place un système de suivi b. Procéder à la résiliation des contrats si nécessaire	voir barrières 4, 7 et 8 voir barrière 5	Voir ci-dessus Voir ci-dessus	DGF, DEFCCS, WN DGF, IREF, WN (ex: Tamba et Kolda)	Court-terme Moyen-terme
	* Aucune quantification des obligations de type conservation, réhabilitation ou protection des habitats	a. Quantifier les interventions dans le PTA	9. Manque de système pour quantifier ces activités	Cadre de concertation pour définir la quantification	Touts acteurs	Moyen-terme
	* Difficultés de développer les PTA	Développer un modèle simple et partager avec les amodiateurs	10. Manque d'un tel modèle	Proposer un modèle	DGF, WN	Court-terme
	* CR ne sont ni impliquées dans les processus de choix d'amodiateurs ni dans la production des CdeC/PTA	Voir les points d'intérêt « rôles et responsabilités » et « partage des recettes fiscales »	Voir les barrières aux points d'intérêt pertinents	Voir les actions aux points d'intérêt pertinents	Voir les acteurs aux points d'intérêt pertinents	
	* Aucun inventaire de la faune n'a été développé	a. Développer méthode simple b. Obliger les amodiateurs à utiliser la méthode c. Obliger la présence d'un plan de tir dans le PTA	11. Manque d'inventaire sur lequel reposera un plan de tir * Manque de respect des CdeC (barrières 4 et 5)	Développer une méthode adéquate Former agents forestiers/amodiateurs Voir actions pour la barrière 5	DGF, WN, IREF, Amodiateurs MEPN, DEFCCS, WN, CL,	Moyen-terme
	* ZA n'utilisent pas toujours des employés agrémentés	Vérifier les employés	Voir la barrière 4	Voir actions pour la barrière 4	DGF, WN, CR	Moyen-terme
	* Manque d'intégration des chasseurs coutumiers dans les ZA	Formation des agents forestiers sur les textes pertinents	12. Manque de connaissance des textes	Développer et offrir un cours de formation	IREF, WN	Court-terme
	* Certains amodiateurs ne prennent pas assez soin avec le développement des rapports périodiques	Assister les amodiateurs à développer les rapports	13. Manque de rigueur des amodiateurs / manque de suivi des agents forestiers	Note de service aux amodiateurs Développer un modèle de rapport	DGF (dans l'arrêté ?) DGF, WN	Court-terme

Point d'intérêt	Constats (points faibles)	Solutions potentielles	Barrières aux solutions	Action(s) principale(s)	Acteurs Principaux	Période nécessaire
Fiscalité de la chasse (niveau et distribution des recettes officielles)	* Les taxes liées à l'amodiation n'ont été jamais revalorisées	Revaloriser les taxes et charges liées à l'amodiation	14. Opposition des amodiateurs	Cadre de concertation basé sur le CSC	MEF, MEPN, DGF, WN et CSC	Moyen-terme
	* Une pléthore de différents taxes, timbres et charges liés à l'amodiation	Revoir toutes les différentes charges et remplacer avec un système simplifié	15. Acceptation des autorités fiscales du Sénégal	Système de plaidoyer	MEF, MEPN, DGF, WN et CSC	Long-terme
	* Les chasseurs-touristes ne paient qu'une partie des taxes comparables en Europe	Voir les coûts comparables en Europe et faire hausser le prix au Sénégal à un niveau similaire	* Idem barrière 14	Cadre de concertation basé sur le CSC	MEF, MEPN, DGF, WN et CSC	Moyen-terme
	* Toutes les taxes et charges d'amodiation sont versées au trésorier central	Revoir la distribution des taxes et charges pour assurer que les CR soient compensées pour les activités de chasse dans leurs terroirs	* Idem barrière 15 et 16. Manque d'organisation des CR pour plaidoyer et lenteur des processus administratifs	Système de plaidoyer	CNCR/ANCR, MEF, MEPN, DGF, WN et CSC	Moyen-terme
	* Les retombées économiques qui reçoivent les CR ressortent de la générosité des amodiateurs	Officialiser les retombées au niveau des PTA	* Voir « Quantifier les interventions dans le PTA »	Cadre de concertation pour définir la quantification	DGF, WN, CSC	Moyen-terme
	* Cette largesse n'est pas assez transparente	Augmenter le niveau de prise de connaissance de la population locale	17. Manque d'outils et personnel pour renforcer la capacité des CR	Voir actions de la barrière 2	Programmes de développement (types DGL-Felo)	Moyen-terme
Rôles et responsabilités des acteurs clés	* Le rôle joué par les CR n'est pas conforme avec la décentralisation	Rendre le pouvoir aux CR conformément à la Loi sur la Décentralisation	18. Difficulté de remettre en cause le système actuel	Cadre de concertation entre les différentes CL de chaque région	CL, IREF, WN	Court-terme
	* Des Conseils Régionaux n'accordent pas d'attention à l'avis des CR en ce qui concerne l'amodiation	Idem et renforcer la capacité des élus pour assurer qu'ils fournissent un avis basé sur la bonne argumentation	Voir barrière 17	Voir actions de la barrière 2	Programmes de développement (types DGL-Felo)	Moyen-terme
	* Manque de respect de certains amodiateurs au CdeC	Revoir les CdeC	Voir barrière 14	Renforcer le S-E des activités	IREF, CR, WN	Court-terme

Point d'intérêt	Constats (points faibles)	Solutions potentielles	Barrières aux solutions	Action(s) principale(s)	Acteurs Principaux	Période nécessaire
Cont. Rôles et responsabilités des acteurs clés	* Manque de suivi de la mise en œuvre des termes des CdeC	a. Mettre en place un système de suivi	Voir barrières 4, 7 et 8	Voir ci-dessus	DGF, DEFCCS, WN	Court-terme
	* CR ne sont pas assez bien impliquées dans la planification des activités dans leurs terroirs	Insister que le PTA soit développer conjointement par amodiateur, CR et IREF	Voir barrière 10	Proposer un modèle	DGF, WN	Court-terme
	* IREF manquent du personnel et logistiques pour entreprendre toutes leurs tâches techniques	Formation/recyclage des agents forestiers dans tous éléments liés à la chasse amodiée	Voir barrière 17	Voir actions de la barrière 2	IREF, WN	Court-terme
	* Manque d'utilisation des données pluriannuelles sur la chasse	DEFCCS et/ou BIC à développer les bases de données	19. Manque de capacité	WN à conseiller DEFCCS	DEFCCS, IREF/BIC, WN	Court-terme
Nombre, superficie et localisation des ZA	* Diminution des populations de certaines espèces de gibier	a. Développer les plans de tir annuels b. Actions pour contrer le braconnage, feux de brousse, protection, etc.	Voir barrière 11	Développer une méthode adéquate Former agents forestiers/amodiateurs	DGF, WN, IREF, Amodiateurs	Moyen-terme
	* Manque de zones protégées dans les ZA	Les PTA doivent comprendre des activités de reconstitution des populations de gibiers	Voir barrière 10	Proposer un modèle	DGF, WN	Court-terme
	* Manque de connaissance sur les superficies réelle de beaucoup des ZA	Utiliser GPS/SIG pour cartographier les ZA	20. Manque de logistiques	Allouer les finances nécessaires (d'Appui Programme ou des taxes relevées sur l'amodiation)	DEFCCS/IREF, MEF	Moyen-terme
	* Les ZA qui partagent leurs limites (manque de refuges pour le gibier)	Mettre en place des zones tampons entre différentes ZA	Voir barrière 14 et 20	Idem plus cadre de concertation	Touts acteurs	Moyen-terme
	* Les ZA qui partagent leurs limites avec les parcs nationaux	a. Mettre en place des zones tampons entre ZA et parcs b. Débat sur cette situation	Voir barrière 14 et 20	Idem plus cadre de concertation	Touts acteurs	Moyen-terme